



**PRÉFET  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Sécurités  
Bureau de la sécurité publique**

Arrêté imposant le port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans dans l'espace public ou lieu ouvert au public sur l'ensemble du territoire des 22 communes de la métropole d'Orléans

Le préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier dans l'ordre national du Mérite

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-17 et L.3136-1 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Pierre POUËSSEL en qualité de préfet de la Région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2020 imposant le port du masque pour les personnes de plus de onze ans dans l'espace public ou lieu ouvert au public sur l'ensemble du territoire des 22 communes de la métropole d'Orléans ;
- VU** l'avis du directeur de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire en date du 30 octobre 2020 rendu public ;
- CONSIDERANT** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-COV2 (COVID19) ;
- CONSIDERANT** la dégradation de la situation épidémique dans le département du Loiret depuis plusieurs semaines et le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2, que démontrent un taux d'incidence de 391,3/100 000 habitants en semaine 43 très largement supérieur au seuil d'alerte de 50/100 000, et en très forte hausse (ce même taux étant de

145,7/100 000 en semaine 41 et 197,1 en semaine 42). La positivité des tests réalisés, de 17,9 % pour cette même semaine (contre un taux de 9,80 % pour la semaine 41 et 11,5 % pour la semaine 42) démontre également cette évolution rapide ;

**CONSIDERANT** que la situation sanitaire est nettement plus dégradée au niveau du territoire de la métropole d'Orléans avec un taux d'incidence de 420,4/100 000 habitants et un taux de positivité de 16,6 % ;

**CONSIDERANT** que les conséquences de cette circulation du virus s'intensifient depuis quelques semaines, dans le Loiret ; le département comptant 54 hospitalisations le 27 octobre 2020, contre 32, le 1<sup>er</sup> octobre, mais également 17 nouvelles admissions en réanimation supplémentaires au cours de la même période ;

**CONSIDERANT** que le taux d'incidence pour 100 000 habitants ainsi que le nombre important de cas groupés (clusters) constatés (35 en cours d'investigation au 27 octobre dont 9 identifiés par Santé Publique France comme à criticité élevée), caractérisent une vulnérabilité actuellement croissante de ce territoire, le virus circulant avec une dynamique inédite depuis le début du dé-confinement ; qu'une hausse des contaminations et consécutivement un afflux important de patients, seraient de nature à détériorer significativement les capacités d'accueil du système médical départemental ;

**CONSIDERANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population.

**CONSIDERANT** que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée dans les espaces de contacts rapprochés, lors d'activités festives et récréatives, pendant lesquelles la proximité physique, l'échange de nourriture et le non-port du masque sont fréquents ;

**CONSIDERANT**, par ailleurs, la grande proximité du département du Loiret avec les départements franciliens qui sont eux-mêmes particulièrement affectés par l'épidémie, Paris et les départements de la petite couronne parisienne étant classés en zone d'alerte renforcée depuis le 23 septembre dernier ;

**CONSIDERANT** que la situation géographique du territoire d'Orléans métropole favorise les flux importants de circulation des personnes et notamment professionnels ;

**CONSIDERANT** que les fortes fréquentations des rassemblements dans l'espace public et dans les lieux ouverts au public ne permettent pas le respect de la distanciation sociale prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et favorisent la propagation du virus ;

**CONSIDERANT** que le port du masque obligatoire, pour les personnes âgées de plus de onze ans, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

**CONSIDERANT** que les circonstances locales justifient de le rendre obligatoire dans l'espace public et dans les lieux ouverts au public sur le territoire de l'ensemble des 22 communes de la métropole d'Orléans ;

**Sur** proposition du directeur de cabinet ;

## Arrête

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : A compter du 30 octobre 2020, le port du masque couvrant le nez et la bouche est obligatoire et ce, jusqu'au 16 novembre 2020 inclus, dans l'espace public ou lieu ouvert au public pour toute personne âgée de plus de onze ans sur l'ensemble du territoire des 22 communes de la métropole d'Orléans :

1. Boigny-sur-Bionne,
2. Bou,
3. Chanteau,
4. La Chapelle-Saint-Mesmin,
5. Chécy,
6. Combleux,
7. Fleury-les-Aubrais,
8. Ingré,
9. Mardié,
10. Marigny-les Usages,
11. Olivet,
12. Orléans,
13. Ormes,
14. Saint-Cyr en Val,
15. Saint-Denis en Val,
16. Saint-Hilaire-Saint-Mesmin,
17. Saint-Jean de Braye,
18. Saint-Jean de la Ruelle,
19. Saint-Jean le Blanc,
20. Saint-Pryvé-Saint-Mesmin,
21. Saran,

22. Semoy;

à l'exclusion des personnes pratiquant le vélo ou la course à pied.

**ARTICLE 2** : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 29 octobre 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

**ARTICLE 3** : Conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures du présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5ème classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2020 imposant le port du masque pour les personnes de onze ans dans l'espace public ou lieu ouvert au public sur l'ensemble du territoire des 22 communes de la métropole d'Orléans est abrogé.

**ARTICLE 5** : le directeur de cabinet du Préfet, les maires des communes de la métropole d'Orléans, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont une copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Orléans.

Fait à Orléans, le 30 octobre 2020

le Préfet,

Pierre POUËSSEL

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à: M. le préfet du Loiret-181, rue de Bourgogne 45042 Orléans cedex;  
- un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques, Place Beauvau, 75800 Paris

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cédex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)